

# Gestion des sites et sols pollués et

# Gestion des terres excavées en France

---

**Armelle MARGUERET**

**Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie**



# Les besoins et enjeux

- Le traitement et la réhabilitation des sites pollués
  - La clarification des responsabilités
  - La gestion des risques suivant l'usage
  
- La reconquête des friches industrielles
  - Meilleur encadrement des modalités d'aménagement des friches industrielles
  - Amélioration de l'information sur les sites et sols pollués
  
- Préservation des espaces naturels et agricoles

# Une méthodologie pour répondre à ces besoins

## ■ Une approche spécifique locale

- Maîtrise des sources et des impacts ;
- Importance du schéma conceptuel & compréhension des mécanismes de pollution ;
- Mise en œuvre d'un diagnostic suivi d'une interprétation de l'état des milieux ou d'un plan de gestion ;
- Avec une évaluation des risques comme outil de validation :

Évaluation Quantitative des Risques Sanitaires (EQRS)

Analyse des risques résiduels (ARR)

- Traitement des sources de pollution dans la mesure du possible, suppression des voies de transfert, mise en œuvre de mesures constructives spécifiques.

## ■ Repose sur

- la note ministérielle du 8 février 2007 .
- des outils pédagogiques et pragmatiques.

# Les axes de développement de la politique des sites et sols pollués en France depuis 2010

## 4 axes de développement depuis 2010

- Le renforcement des conditions de remise en état des sites à la fin de leur exploitation ;
- La valorisation des outils d'information sur les risques de pollution des sols ;
- Une extension de la mise en œuvre de la politique de gestion des sites et sols pollués vers les réaménagements de friches industrielles ;
- Un renforcement de la compétence et une clarification de l'offre en matière de dépollution des sols.

# Les conditions de remise en état des sites à la fin de leur exploitation

- La responsabilité de la remise en état des sites industriels repose sur l'ancien exploitant de l'installation à l'origine de la pollution des sols. Il se doit :
  - De mettre en sécurité le site :
    - évacuation des produits dangereux et gestion des déchets ;
    - interdiction ou limitation d'accès au site ;
    - suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
    - surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
  - De placer le site dans un état tel qu'il ne porte pas atteinte à l'environnement et la santé ;
  - De définir l'usage futur du site et permettre cet usage déterminé.
- D'autres responsables peuvent être recherchés : le propriétaire, la maison mère

# Le renforcement des conditions de remise en état des sites à la fin de leur exploitation

- Obligation de constituer des garanties financières pour assurer la mise en sécurité de certaines installations classées (Décret du 3 mai 2012)
- Art 227 de la loi du 12 juillet 2010 sur la responsabilité des maisons-mères
- Transposition de la directive sur les émissions industrielles 2010/75/EU par l'instauration du Rapport de base (Article 22)

# Une extension de la mise en œuvre de la politique de gestion des sites et sols pollués vers les réaménagements de friches industrielles

Actuellement, pour les changements d'usage :

- Sur un terrain ayant accueilli une ICPE **régulièrement remise en état**
- Lorsqu'un **usage différent** de celui établi lors de la cessation d'activité est envisagé
- Le **maître d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage** définit les mesures de gestion de la pollution pour assurer la **compatibilité** de l'usage futur envisagé avec l'état du sol
- Information en cas de maintien de pollution résiduelle

➤ Guide destiné aux aménageurs

Méthodologie pour mener à bien les projets d'aménagements

Site interactif :

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Guide-de-l-amenageur.html>

# Amélioration de l'information sur les sites et sols pollués

- Article 188 loi grenelle 2 du 12 juillet 2010

La prise en compte de la pollution dans les documents d'urbanisme :

- Actuellement, informations publiques sur les bases de données BASOL et BASIAS
- A venir la création de zones :
  - La création de zones (Zones de vigilance - Zones d'information)
  - Intégration des zones de vigilance dans les documents d'urbanisme
  - Information de l'acquéreur en cas de vente d'un terrain situé en zone de vigilance



# Un renforcement de la compétence et une clarification de l'offre en matière de dépollution des sols

- Refonte de la Norme NFX-31-620
- Certification par le LNE
- Guide du donneur d'ordre – novembre 2012

[http://www.developpement-durable.gouv.fr/spip.php?page=doc&id\\_article=30234](http://www.developpement-durable.gouv.fr/spip.php?page=doc&id_article=30234)

# Le devenir des Terres Excavées

- Sujet à la frontière de plusieurs domaines réglementaires (déchets, installations classées...)
- Souvent mis en avant comme un problème important dans le déroulement des chantiers de dépollution
- Un sujet longtemps débattu, pour lequel il devait être proposé une solution, en s'inspirant de systèmes mis en place à l'étranger
- Publication du guide sur la gestion des terres excavées en avril 2012

# Le statut juridique

- **L'ordonnance n° 2010-1579 du 17 décembre 2010 qui transpose la directive cadre sur les déchets**
- **précise que les terres excavées en dehors de leur site d'origine portent le statut de déchets.**
- **La législation des déchets s'applique aux terres excavées.**
- **Il s'agit bien de :**
  - Terres excavées polluées ou non
  - Terres naturelles.

# Privilégier le recyclage et la valorisation

- La politique en matière de gestion des déchets requiert d'avoir des actions en terme de :
  - Prévention de la production de déchets ;
  - Préparation des déchets en vue de leur réemploi ;
  - Recyclage ;
  - Valorisation ;
  - Élimination de manière sûre et dans des conditions respectueuses de l'environnement.

# Le guide : une démarche pragmatique et évolutive

- **Les terres excavées sont des déchets qu'il convient de recycler plutôt que de les éliminer dans les centres de stockage de déchets.**
- **Le guide permet de :**
  - Disposer des modalités techniques environnementales et sanitaires ;
  - Préciser les responsabilités des acteurs ;
  - Disposer d'un outil de traçabilité et de conservation de la mémoire – TERRASS (terrass.brgm.fr).

# Mise en œuvre de la méthodologie

- Un champ d'application défini ;
- Valider des étapes pour la mise en œuvre du projet ;
- Nécessité de caractériser les terres ;
- Choix des filières de sortie selon l'état des terres excavées ;
- Définir le projet de valorisation ;
- Identifier et caractériser le site receveur ;

# Mise en œuvre de la méthodologie

- Respecter les trois critères de valorisation des terres excavées :
  - Critère 1 : la qualité des sols du site receveur est maintenue (Stand-Still) ;
  - Critère 2 : la préservation de la ressource en eau et des écosystèmes présents au droit du site receveur est assurée ;
  - Critère 3 : les terres excavées sont compatibles avec l'usage futur du site receveur (uniquement dans le cadre des projets d'aménagement).
- Assurer la traçabilité des terres avec la bancarisation et la pérennisation des données ([terrass.brgm.fr](http://terrass.brgm.fr)).

# Les chantiers en cours

- **Deux chantiers sont lancés :**
  - La définition de la méthodologie de caractérisation des terres excavées;
  - La réutilisation en tant que matériau de construction des terres excavées afin d'élargir les possibilités de valorisation de ces matériaux.
  
- **Le ministère a une position ouverte sur l'application du guide.**
  - Possibilité de déroger à l'un des critères du guide s'il y a valorisation dans des conditions acceptables pour la santé et l'environnement;
  
- **La DGPR fera un retour d'expérience sur la méthodologie proposée.**
  - La disponibilité de plate-formes de recyclage est un élément central du dispositif.



Merci de votre attention.